LGBTI : Contre le patriarcat et l'ordre moral – Paris, Tchétchénie, région arabe…

lundi 26 juin 2017, par EFFE Mimosa, TOSCANE Luiza (Date de rédaction antérieure : 21 juin 2017).

Les marches des fiertés ont lieu cette année encore dans un contexte particulièrement réactionnaire.

Sommaire

- Renversons cette société !
- Contre le gouvernement Macron
- SIDA : Silence = Mort
- En Tchétchénie, l'horreur
- Les LGBTIQ délaissé-e-s (...)

Renversons cette société !

Si le film « 120 battements par minute » a été récompensé au Festival de Cannes par le Grand Prix du Jury, en Tchétchénie, le monde entier a découvert avec horreur les traitements réservés aux homosexuels, des traitements couverts par Poutine.

En France, la Manif pour tous est revenue par la grande porte pendant cette élection présidentielle : plus de 10 million de voix pour le Front national au second tour, et le soutien de Sens Commun à François Fillon. Pendant la campagne, Emmanuel Macron s'est quant à lui solidarisé de ces homophobes qui auraient été « humiliés », et une fois élu, ce sont des élus homophobes qui se retrouvent au gouvernement. L'ordre moral et la réaction gagnent du terrain…

Dossier coordonné et réalisé par Mimosa Effe

Contre le gouvernement Macron, l'extrême droite et tous les réactionnaires, reprenons la rue !

Cette élection présidentielle a encore montré que dans le contexte actuel ce sont les réactionnaires qui ont le vent en poupe… Plus de 10 millions de voix pour le FN, et presque 20 % des voix pour

Fillon au premier tour, malgré les casseroles qu'il traîne…

Cependant, on aurait tort de penser que Macron serait le candidat maintenant président LGBTI friendly. S'il est certain que les LGBTI s'en serait pris plein la tête avec Fillon (soutenu par Sens Commun, le mouvement issu de la Manif pour tous), et évidemment encore plus avec le FN au pouvoir, Macron n'est pas en reste en termes de soutien des homophobes.

On se souviendra longtemps de ses paroles en interview pendant la campagne présidentielle condamnant la façon de faire du gouvernement Hollande, prétendant que celui-ci aurait « humilié » les militantEs de la Manif pour tous. Quelle révision de l'histoire, quand on sait que c'est ce même pouvoir qui a permis de libérer la parole homophobe, mais surtout que les actes et agressions homophobes se sont décuplés pendant et après le cycle des Manif pour tous…

Un gouvernement anti-LGBTI

Dès son élection, il a fait fort puisque l'annonce de son gouvernement a eu lieu lors de la journée contre l'homophobie, nommant Gérald Darmanin, issu des Républicains, ministre de l'Action et des comptes publics, lui qui s'est opposé au mariage pour touTEs quand il était député. Quant au Premier ministre Édouard Philippe, il s'est lui abstenu sur la loi, et a signé une tribune contre la PMA et la GPA, assimilant les deux comme l'ont fait à de nombreuses reprises les opposants à la loi… alors même que la GPA n'a jamais été dans la loi ! Que peuvent attendre les personnes LGBTI de ce nouveau gouvernement qui n'a pas rétabli de ministère des Droits des femmes ? Seulement plus d'austérité et de casse de nos droits.

Macron a obtenu la majorité absolue à l'Assemblée, ce qui va lui permettre de gouverner par ordonnances. La lutte quotidienne pour les droits des LGBTI nécessite pourtant des moyens financiers et humains, incompatibles avec la précarisation voulue par le Medef et le gouvernement. Les LGBTI sont particulièrement touchéEs par les politiques d'austérité : qu'il s'agisse de la baisse du nombre de places d'accueil en foyer pour les LGBTI en rupture familiale, des coupes budgétaires dans la santé qui affectent les politiques de prévention et de soins du VIH/Sida, ou encore du financement des associations de lutte contre l'homophobie et la transphobie. De plus, la casse du droit du travail et de la représentation syndicale prévue par la loi va désarmer les LGBTI face à l'homophobie au travail.

Si le FN a fait un score plutôt bas aux législatives par rapport à son score à la présidentielle, nous aurions tort de ne pas considérer ce parti comme un véritable danger pour nos droits, et pour les droit de touTEs les oppriméEs.

De manière générale, on voit bien que les idées réactionnaires gagnent de plus en plus de terrain : racisme, sexisme, LGBTIphobies. Ce sont nos oppressions qui servent de terreau aux idées d'extrême droite et réactionnaires. Les combattre spécifiquement doit être une de nos priorités.

Où est passée l'égalité des droits ?

Nos oppressions – l'homophobie, la lesbophobie, la biphobie, la transphobie – demeurent bien présentes dans notre société. Elles peuvent passer par de nombreux biais : des formes les plus « banalisées » du quotidien (moqueries, injures dans les cours d'école ou les stades), des inégalités inscrites dans la loi, l'invisibilisation dans la culture et dans les modèles éducatifs, aux agressions physiques plus violentes, voire meurtrières. Malgré une tolérance de façade dont s'accommode parfaitement la société capitaliste et marchande dans de nombreux pays, il ne faut pas s'y tromper : pour l'égalité réelle, il faudra repasser…

Les personnes LGBTI ont été la caution de gauche du précédent gouvernement. Après l'avoir

promis, la PMA a été depuis enterrée. La filiation directe est toujours impossible : les couples homosexuels mariés sont encore obligés d'adopter leurs propres enfants, et aucune filiation ne peut être établie en dehors du mariage pour les enfants des couples homosexuels.

Au niveau du droit des trans, une nouvelle loi a été adoptée en octobre 2016. Si cette loi contient quelques avancées – le changement de prénom se fait librement et gratuitement –, le changement de la mention de sexe – si elle devient démédicalisée – reste très coûteuse judiciairement puisqu'elle doit se faire devant le Tribunal de grande instance en présence d'un avocat.

Reprendre le chemin des luttes !

C'est par nos luttes que nous avons obtenu des victoires partielles, dont la loi pour le mariage pour touTEs. Il s'agit évidemment d'une réelle avancée pour nos droits. Mais force est de constater que ces avancées sont incomplètes et font persister des inégalités.

L'oppression des LGBTI n'est pas que le fait d'absence ou de manque partiels de droits. C'est tout un système fait de discrimination, d'invisibilisation et de violences. C'est un ensemble de normes qui opprime chacunE d'entre nous, en ne nous permettant pas de nous émanciper, de vivre notre sexualité comme on l'entend. C'est un ensemble de normes de genre qui ne permet pas à chacunE de s'épanouir. Le combat contre le patriarcat est indissociable de la lutte contre le capitalisme. Il est temps de reprendre le chemin des luttes.

Nous voulons :

▸ les mêmes droits pour toutes et tous, femmes et hommes, homos et hétéros ;

▸ la procréation médicalement assistée pour toutes les femmes ;

▸ une filiation directe pour les couples de mêmes sexes ;

▸ la fin des stérilisations forcées, le changement d'état civil sur simple demande ;

▸ l'arrêt des mutilations des personnes intersexuéEs ;

▸ des moyens financiers contre les LGBTIphobies.

SIDA : Silence = Mort

Le Grand Prix du jury de Cannes attribué à « 120 battements par minute », sur la fondation et le combat d'Act Up-Paris fait parler à grande échelle de la lutte contre le Sida. Une maladie toujours pas éradiquée…

Apparue à la fin des années 1970, la maladie a presque 40 ans, appelée au départ de manière stigmatisante le « cancer gay ». Il faudra un temps long avant que les pouvoirs publics se décident à faire quelque chose contre la maladie, alors que nombreux sont les homosexuels qui en meurent tout au long des années 1980. Mais la maladie, jusqu'à la fin des années 1980, est restée une maladie de « parias » : la maladie des gays, des trans, des migrantEs… La première campagne grand public de prévention ne se mettra en place qu'en 1987… avec la fin de l'interdiction de la publicité sur les

préservatifs !

S’organiser

Les groupes et associations LGBTI qui se sont construits et organisés dans les débuts du mouvement autonome des années 1970 permettent d’organiser rapidement la solidarité et la lutte de la communauté gay. AIDES est fondée en 1984 en France, et Act Up-Paris est créé en 1989 sur le modèle d’Act Up-New York fondé en 1987, face à l’indifférence généralisée. Act Up permettra de rendre visible la lutte des personnes malades du Sida en mettant en place des actions coup de poing, ce qui a permis de mettre une pression importante à la fois sur le gouvernement mais aussi sur les laboratoires pharmaceutiques. Il faudra attendre 1996 pour voir les premiers médicaments de trithérapie efficaces. Mais certains pays attendront plus longtemps, comme le Portugal qui devra attendre 1998…

Ces morts massives dans la communauté homosexuelle auront pour effet, au-delà des changements dans les rapports à la sexualité et à sa protection, des luttes en faveur du mariage et/ou de contrats permettant la protection des conjointEs et de l’héritage, des conjointEs qui avant cela se retrouvaient souvent sans rien du jour au lendemain.

Et maintenant ?

Le sida est loin d’être éradiqué. En 2016 l’Organisation mondiale de la santé décomptait 37 millions de personnes dans le monde nécessitant de recevoir un traitement… Et pourtant, seulement 18,2 millions reçoivent effectivement le traitement. Et seulement 60 % de ces personnes connaissent leur statut [1]. Un tiers des nouveaux cas de séropositivité viennent de l’Afrique subsaharienne, et seul un tiers des malades reçoivent un traitement dans cette région du monde, traitement qui continue de coûter extrêmement cher.

La France est loin d’être en reste. La prise en charge des malades du Sida n’est pas comparable à celle du début des années 1990, où les personnes malades mourraient en masse… Cependant, la casse de l’hôpital public depuis la loi Bachelot rend plus difficile l’accès aux soins. Il y a une précarisation et une criminalisation croissante des personnes les plus touchées : la communauté LGBTI, les prostituéEs, les migrantEs... Cela sans oublier l’expulsion des migrantEs séropositifs vers des pays où très souvent les traitements sont inaccessibles.

Plus que jamais l’accès libre et gratuit à la santé doit être un combat prioritaire !

En Tchétchénie, l’horreur toujours

Depuis février, le gouvernement tchétchène traque les homosexuels... Et l’horreur que le monde entier découvrait le 1er avril est loin de s’être arrêtée depuis.

Révélé par la *Novaïa Gazetta*, un des seuls médias russes indépendants, ce qui se passe en Tchétchénie a révolté (à raison) le monde entier. Les homosexuels sont traqués par le gouvernement Tchétchène, enfermés dans des prisons secrètes, torturés, et quand ils sont relâchés, ils sont assassinés par leur famille pour « laver » leur crime.

Sous pression internationale, Vladimir Poutine avait dans un premier temps été obligé de faire une enquête menée par une homophobe notoire. Cette enquête s'est évidemment conclue par un non-lieu… Depuis, Macron et Merkel ont tous deux demandé à Poutine d'arrêter le massacre… sans grand résultat jusqu'à présent, puisque l'on sait par la *Novaïa Gazetta* et les associations LGBTI russes que les persécutions continuent.

Tentative d'éradication

On compterait jusqu'à présent plus de 100 arrestations et une dizaine de morts. Il est maintenant connu que cela ne concerne pas seulement les hommes homosexuels ou bisexuels, mais aussi les lesbiennes. Par peur, les lesbiennes et les gays tchétchènes tentent de se cacher par le mariage.

Dans de nombreux pays du monde, les LGBTI restent persécutés et peuvent craindre pour leur vie. Dans de nombreux pays occidentaux, des agressions violentes voire des meurtres homophobes continuent aussi d'exister à l'encontre des personnes LGBTI. Mais ici, ce qui est choquant, c'est bien le systématisme avec lequel le gouvernement tchétchène veut rendre vraie la phrase prononcée en défense des crimes commis : « Il n'y a pas d'homosexuels en Tchétchénie »… On parle donc ici d'une tentative d'éradication soutenue par Poutine, et qui rappelle des périodes sombres de notre histoire.

Renforcer la solidarité internationale

Les associations LGBTI russes essayent de faire sortir de Tchétchénie le plus possible de personnes LGBTI. Elles essayent de le faire anonymement puisqu'ils sont poursuivis par leurs familles. Jusqu'à maintenant, entre 10 et 20 réfugiés Tchétchènes ont été accueillis par la France, le Canada, la Lituanie ou l'Argentine, alors que les États-Unis avaient refusé…

La solidarité internationale et la mobilisation peuvent permettre de maintenir la pression sur nos propres gouvernements. Il faut continuer de faire entendre la voix de celles et ceux qui sont muselés, persécutés, assassinés. Parce que les oppressions et la lutte ne s'arrêtent pas aux frontières nationales, nous devons soutenir et demander l'accueil des réfugiés tchétchènes ainsi que la prise de sanctions immédiates et la condamnation des actes atroces commis par Kadyrov et soutenus par Poutine.

Les LGBTIQ délaissé-e-s des processus révolutionnaires

La dimension inédite atteinte aujourd'hui par les combats des LGBTIQ dans les pays arabes est liée au déclenchement des processus révolutionnaires.

Les LGBTIQ participent aux mouvements et manifestations de rue, se joignent à titre individuel aux soulèvements et mêlent leurs voix à celles de millions de manifestantEs. Ils et elles espèrent voir s'effondrer des régimes despotiques et antisociaux et ne développent pas à ce stade de revendication particulière. Le caractère de masse des révolutions les inclut naturellement.

Des structures propres

Dans une seconde phase va naître un triple mouvement :

▸ Une série limitée de coming-out individuels.

▸ Un mouvement d'expression individuel ou collectif : sites, blogs ou pages Facebook ou hashtag, revues papier ou électroniques, radios qui sont le fait de groupes non reconnus. Ce réseau va toucher un public large.

▸ Un mouvement d'action collective va se dissocier de la dynamique des révolutions, nées dans les zones les plus éloignées des capitales et rassemblant chaque jour des milliers de manifestantEs sur des bases spontanées. Les militantEs LGBTIQ vont lutter dans les grandes villes importantes, se regrouper et s'organiser sur leurs propres bases.

Le mouvement LGBTIQ est en rupture avec la spontanéité et le caractère de masse des révolutions. Mus par la certitude que ces dernières ne porteront pas leurs revendications, que les sociétés civiles sont décevantes, que les révolutionnaires leur sont souvent hostiles, ils et elles comptent sur leurs propres forces, créent leurs structures qui organisent l'expression, l'élaboration, la défense des droits et des revendications, et développent des modes d'action extrêmement divers, sur la forme et sur le fond.

Ne pouvant organiser des actions publiques, ces organisations non reconnues vont développer des activités utilisant des événements, organisant des initiatives en ligne ou des actions symboliques. Les structures LGBTIQ mènent des campagnes de graffitis, tags ou peintures murales.

Des fronts en action

Au-delà des revendications du droit à l'existence, de fierté ou de liberté, vient la décriminalisation de l'homosexualité (Maroc, Tunisie, Liban, Soudan), la suppression du test anal (Liban, Tunisie), la libération de femmes trans emprisonnées (Liban), d'homosexuels incarcérés (Tunisie), de lesbiennes en détention préventive (Maroc) et la légalisation des associations LGBTIQ. D'autres exigent la prévention des MST/IST/VIH.

Certaines structures s'adressent à la société et aux LGBTIQ, d'autres aux pouvoirs ou aux institutions internationales, d'autres combinent les deux.

Ainsi, un front LGBTQI appelle les autorités tunisiennes à s'engager lors de l'examen périodique universel de la Tunisie devant le Conseil des droits de l'homme des Nations unies de 2017, à abroger l'article 230 du code pénal, à interdire le test anal, à lutter contre toutes les discriminations envers les LGBTQI et à réprimer tout appel à la haine ou la violence.

Les LGBT organisent des manifestations publiques au Maroc, en Tunisie et au Liban (réunions, débats, films, expositions, manifestations de rue, etc).

Dans la foulée des révolutions ont émergé des associations qui défendent les « libertés individuelles » ou les « minorités » et défendent les LGBTIQ face à la répression, sans pour autant en reprendre les revendications (Maroc, Irak, Kurdistan d'Irak, Liban, Égypte,Tunisie), Le milieu associatif médical se mobilise également. La reprise en charge par les organisations politiques et syndicales est inexistante et est le fait d'un engagement personnel de militantEs (Tunisie, Irak). Seul le Forum socialiste (Liban) y consacre un engagement en tant qu'organisation. Et les syndicats, parfois sollicités lors de licenciements motivés par l'orientation sexuelle, sont aux abonnés absents…

Solidarités internationales

La dimension internationale est présente et s'exprimera au moment de la tuerie d'Orlando. Des structures LGBTIQ participent à des manifestations au niveau international : Gay Pride (Hollande,

Italie), Forum Social Mondial (2016), Malmoe for Diversity Festival 2016 (Suède), Copenhagen Winter Pride, 2016 (Danemark), Queer Asia 2016, SOAS (Londres)…

Plusieurs réseaux existent au niveau régional. Des associations du Maghreb et du Moyen-Orient publient une déclaration suite à l'incarcération de deux Marocaines mineures, en raison d'un baiser échangé en 2016. Des associations du Maghreb signent un communiqué pour la décriminalisation de l'homosexualité. MantiQitna est une association qui organise un stage annuel, à destination des militantEs LGBTIQ de la région arabe.

Le boycott de la Pride de Tel Aviv est justifié par divers argumentaires, notamment le fait qu'aucun Palestinien ne peut demander l'asile en Israël, sauf s'il ou elle est homosexuelE, et que les autorités israéliennes se livrent à du chantage vis-à-vis de gays palestiniens, menaçant de les outer pour les contraindre à collaborer. La dénonciation du pinkwashing israélien est récurrente au sein d'associations palestiniennes ou libanaises.

L'idée fait son chemin que ce n'est pas l'homosexualité qui aurait été « importée de l'Occident », mais qu'en revanche, l'homophobie aurait été importée, notamment par des codes pénaux datant de la colonisation et toujours en vigueur. Une adresse à Cameron refuse que soit instrumentalisé l'assassinat d'homosexuels à Mossoul pour justifier une intervention militaire, etc.

Ici et maintenant !

Les Émirats arabes unis et l'Égypte ont légalisé les opérations chirurgicales de réassignation de sexe, pour contrer l'homosexualité. Au Liban, des évolutions positives sont enregistrées au niveau juridique, dues à des décisions individuelles de juges.

Généralement, c'est la répression seule qui domine. En plus de la répression qui vise touTEs les LGBTIQ (pénale, sociale, tortures spécifiques), les militantEs et leurs soutiens, voire ceux qui leur donnent la parole (journalistes), sont à leur tour réprimés.

En Tunisie, les autorités répriment l'homosexualité, mais légalisent une association dont les militants sont menacés de mort et agressés. Les autorités yéménites ou omanaises bloquent l'accès à des sites ou blogs LGBT. Les contre-révolutions laminent les espaces militants contraints d'espacer ou de suspendre leurs activités (Libye, Irak, Bahreïn, Syrie, Yémen).

Des militantEs condamnés à la clandestinité fuient les persécutions perpétrées par les pouvoirs ou les sociétés en direction de l'Europe, où l'orientation sexuelle est désormais un motif de demande d'asile.

L'agression de Zak Otsmane, réfugié algérien de Trans Homo DZ – perpétrée à Marseille en mars dernier par deux légionnaire ou ex-légionnaire qui l'ont violé et torturé, et ont été mis en examen sans que soit retenu le caractère homophobe de l'agression… – est là pour nous rappeler que la solidarité avec les luttes LGBTIQ pourrait bien commencer ici.

Luiza Toscane

* Hebdo L'Anticapitaliste - 389 (21/06/2017) :
https://npa2009.org/arguments/lgbti-contre-le-patriarcat-et-lordre-moral-renversons-cette-societe

Notes

[1] http://www.who.int/hiv/fr%20%20%20